

Extrait du Autisme-Economie.org

<http://autisme-economie.org/article19.html>

# C'est quoi, un marché ?

- Les Textes - Textes du mouvement - Textes critiques sur la théorie néoclassique -



Date de mise en ligne : 2000

---

Copyright © Autisme-Economie.org - Tous droits réservés

---

Pour Jean Jacques Laffont - ainsi que pour Roger Guesnerie du Collège de France et Daniel Cohen, de l'Ecole Normale Supérieure - la question des marchés - y compris " imparfaits " - est maintenant réglée ; il ne reste plus qu'à s'attaquer aux " imperfections " de l'Etat en le faisant ressembler le plus possible aux marchés, en y instaurant concurrence et incitations. Soit. Seulement, avant d'entreprendre une telle tâche, on aimerait savoir exactement ce qu'est un marché. Il est vain de chercher dans l'oeuvre de ces trois éminents savants une définition de ce concept, et cela bien que Roger Guesnerie ait écrit un petit livre de vulgarisation appelé " Economie de marché " (Nathan) : Une telle définition n'existe pas. Inutile de la chercher non plus dans l'encyclopédie de référence, et la plus complète, des économistes, le New Palgrave Dictionary of Economics :il n'y a pas d'entrée "marché" ! Voilà qui est quand même troublant.

Pourtant, les économistes ne se privent pas de parler du marché, et de ses vertus. Si on se réfère aux manuels et traités de micro-économie, à commencer par ceux de nos trois éminents spécialistes, on constate un consensus sur le fait sur ce qui serait le marché parfait, idéal, référence obligée et objectif vers lequel il faut tendre : c'est celui du modèle dit " de la concurrence parfaite " (le nom est significatif). Fort bien. Mais quelle est la forme d'organisation d'un tel " marché " ? Toute personne ayant quelque peu étudié le modèle n'ignore pas qu'elle est la suivante : une entité centrale (le "commissaire-priseur") propose des prix, les fait varier au gré des offres et des demandes que lui formulent des individus relativement passifs (" preneurs de prix ") et n'ayant AUCUNE relation (notamment, d'échange) entre eux ; lorsque les prix d'équilibre ont été trouvés par le " commissaire-priseur ", celui-ci s'occupe de fournir à chacun ce qu'il demande, après avoir centralisé les offres. C'est ainsi, et SEULEMENT AINSI, qu'il est possible de parvenir à une situation " optimale " (au sens de Pareto).

Mais que penser d'un tel " marché " ? Outre son caractère très contraignant, on notera qu'il s'appuie de façon décisive sur le BENEVOLAT SANS LIMITE du commissaire-priseur, qui assure la coordination des choix individuels et la répartition finale des ressources SANS DEMANDER UN SOU, sans avoir d'autre intérêt que celui de permettre aux autres de parvenir à une situation optimale. Si on admet une telle abnégation dans le cas du marché " parfait ", pourquoi ne le serait-elle pas dans le cas de l' Etat, et de ses serviteurs ? On nous dira alors : oui, mais le monde est imparfait, y compris le marché. D'accord. Mais alors qu'on ne nous vante plus à tout propos les vertus du " marché " et de la " concurrence " - leur soit-disant " efficience " et " optimalité ", du moins " dans le cas idéal " .

Si on en vient aux marchés " réels ", que constate-t-on ? Soit des secteurs où il existe beaucoup de petits producteurs - telle l'agriculture - qui s'organisent en syndicats, ou en groupes de pression, et qui dénoncent la " concurrence déloyale " des producteurs d'autres pays, demandent des prix " justes " (" permettant de vivre "), une stabilisation des cours (quand ils baissent...), des aides et une réglementation, etc., et auxquels on donne en grande partie satisfaction ; soit des secteurs dominés par quelques entreprises, qui évitent généralement de se faire la guerre (surtout en ce qui concerne les prix, car elles savent que c'est suicidaire), avec d'innombrables " autorités de surveillance " et de "régulation", qui réagissent au cas par cas, en acceptant par exemple un seul producteur d'avions en Europe (Airbus, aidé généreusement par les Etats, d'ailleurs), mais pas un seul producteur de camions en Scandinavie (refus de la fusion Volvo-Scania, car il y aurait eu danger de monopole dans la région), en avançant à chaque fois des raisons diverses et variées, résultant de négociations et de compromis, à l'intérieur des pays, ou entre eux.

Presque tous les secteurs de la vie économique sont soumis à surveillance (par les diverses " commissions de la concurrence "), évaluation, réglementation, discussion, contrôle (au passage : la crise de la vache folle - donc les coûts sont incalculables - aurait-elle eu lieu si Thatcher n'avait pas privatisé le secteur de la surveillance vétérinaire ?). Il n'y a pas de jour où on ne parle dans les journaux des interventions de la commission européenne sur telle ou telle question (fusion, réglementation, normes, etc.). S'il en est ainsi, c'est parce qu'il y a désaccord, et parfois conflit, entre les pays ; auparavant, et encore maintenant en grande partie, tout cela se réglait au sein de l'administration de chaque pays, " en famille ", et on n'en parlait pas, ou beaucoup moins.

## C'est quoi, un marché ?

---

En résumé : que le marché soit " parfait " ou pas, son fonctionnement suppose une kyrielle de fonctionnaires : contrôleurs, régulateurs, législateurs, etc. Si ceux-ci sont " corrompus ", " non incités ", etc., et bien, le marché sera aussi affecté que l'Etat. L'issue serait-elle de " contrôler les contrôleurs " ? Mais qui le fera ? Faut-il instaurer un " super marché " des " organisateurs du marché " - un concours entre commissaires-priseurs ? Mais qui sera le commissaire-priseur, le grand arbitre désintéressé et incorruptible, qui organisera ce marché ? Jean Jacques Laffont, avec Guesnerie et Cohen comme juges de touche ? Si non, si ce n'est pas possible, car le désintéressement n'existe pas, alors quel est l'obscur intérêt, le gain personnel non avoué, qui les pousse à écrire sur l' " Etat imparfait " ?